



Observatoire du BÂTIMENT

De votre Organisme de Gestion Agréé

3^e trimestre 2023

MAÇONNERIE - COUVERTURE - ÉLECTRICITÉ - PLOMBERIE - MENUISERIE - CARRELAGE - PLÂTRERIE - PEINTURE

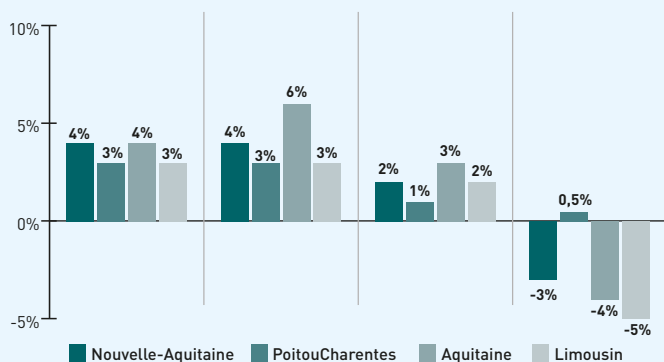
CHIFFRES CLÉS EN NOUVELLE-AQUITAINE

➔ Réduction de l'activité au 2^e trimestre 2023

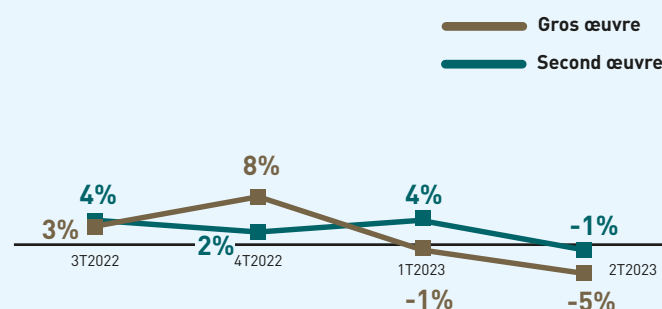
Indice d'activité de l'artisanat du bâtiment : **-2,62%**

Évolution du chiffre d'affaires réalisé⁽¹⁾

Évolution du chiffre d'affaires glissant par ancienne région



Évolution de l'activité Gros œuvre / Second œuvre



Évolution du chiffre d'affaires

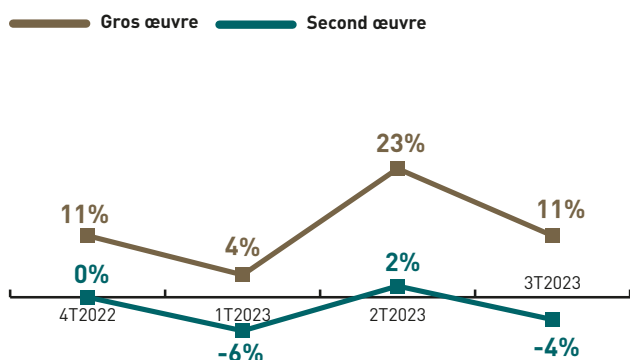
réalisé par secteur au 2^e trimestre 2023

Carrelage	Couverture	Électricité	Maçonnerie	Menuiserie	Peinture	Plâtrerie	Plomberie
1,3%	-1,4%	-0,2%	-7%	-4,5%	-1,7%	-1,7%	3%

➔ VISION DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Baisse de l'optimisme des chefs d'entreprise du secteur.

Évolution de la vision économique par le chef d'entreprise (Solde entre panélistes optimistes et pessimistes)

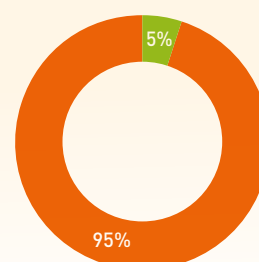


Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre entreprise ?



Envisagez vous de réaliser des investissements au 3^e trimestre 2023 ?

● Oui ● Non



⁽¹⁾ Évolution de l'activité, par rapport au même trimestre que l'année précédente, Basée sur les déclarations de TVA d'un panel de 2141 entreprises du bâtiment. Sources : CECOGE, OMEGA², CEGAL et CEGECOBA.

MAÇONNERIE

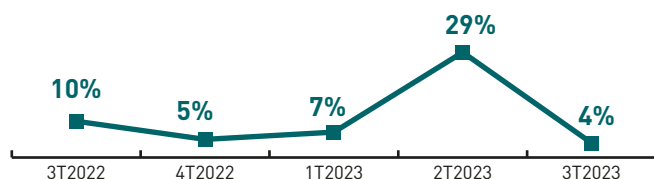
➔ Fragilisation de la situation économique

➔ VISION DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Dégradation de l'optimisme des chefs d'entreprise.

Évolution de la vision économique par le chef d'entreprise (Solde entre panélistes optimistes et pessimistes)

En Aquitaine

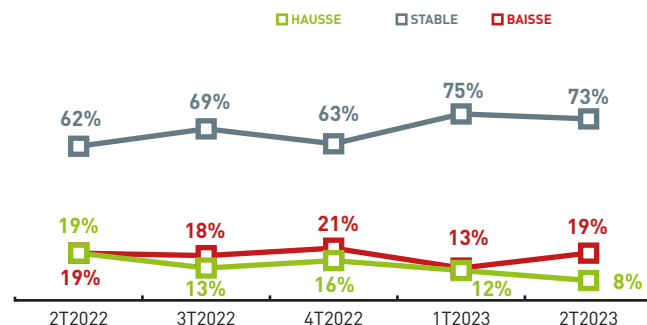


➔ ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (2T2022 / 2T2023)

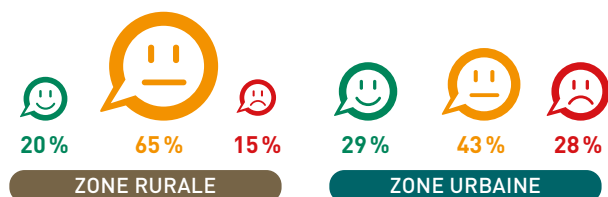
Affaiblissement de l'activité économique.

Évolution du chiffre d'affaires du secteur

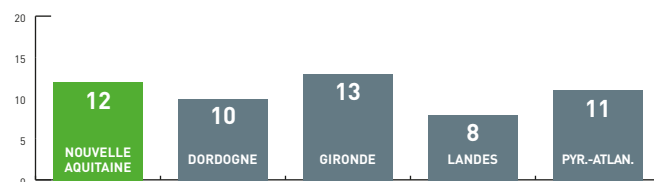
En Aquitaine



Le moral des entrepreneurs par zone



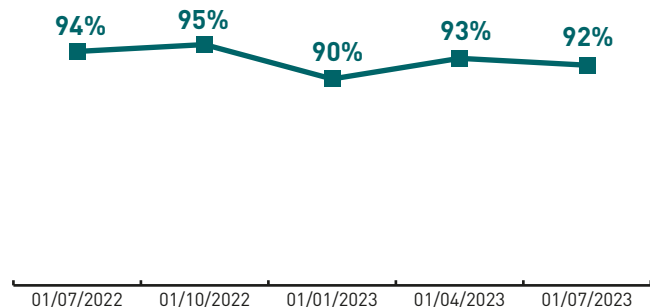
Carnet de commandes par département



➔ TRÉSORERIE

Stabilité des niveaux de trésorerie.

% d'entreprises déclarant une trésorerie positive

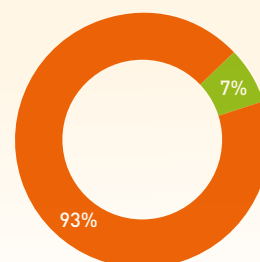


Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre entreprise ?



Envisagez-vous de réaliser des investissements au 3^e trimestre 2023 ?

— Oui — Non



COUVERTURE

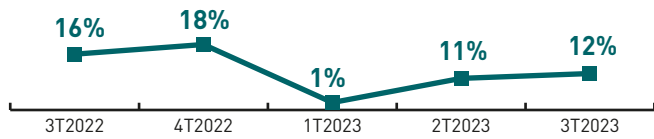
➔ Une situation économique stabilisée

➔ VISION DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Stabilité de l'état d'esprit des chefs d'entreprise.

Évolution de la vision économique par le chef d'entreprise (Solde entre panélistes optimistes et pessimistes)

En Aquitaine

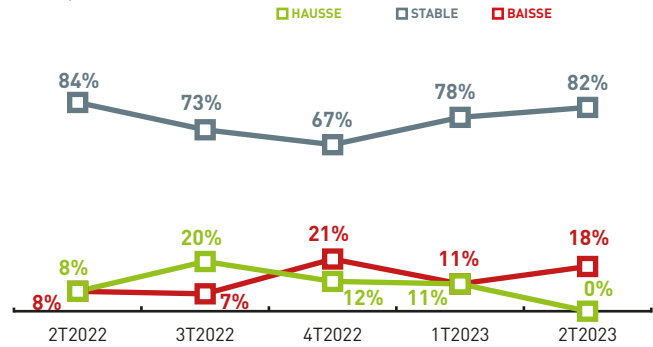


➔ ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (2T2022 / 2T2023)

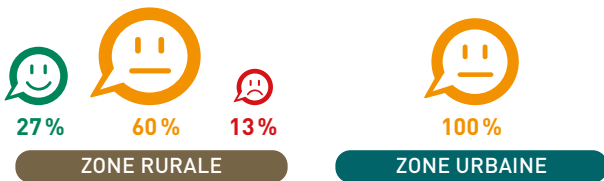
Dégradation de l'activité commerciale.

Évolution du chiffre d'affaires du secteur

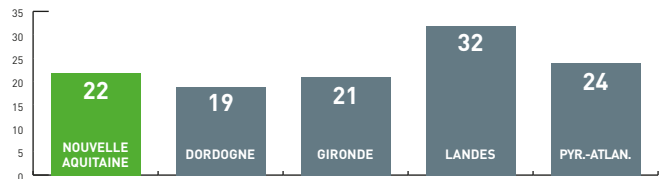
En Aquitaine



Le moral des entrepreneurs par zone



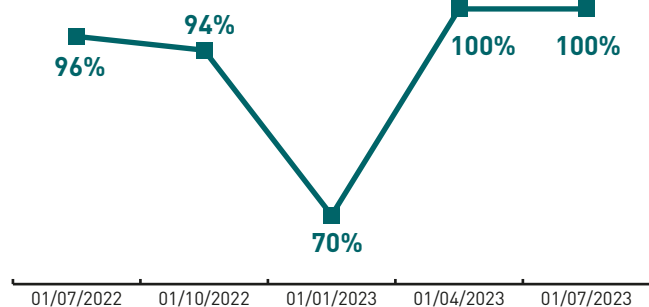
Carnet de commandes par département



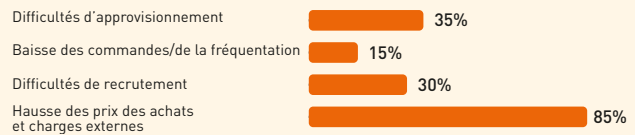
➔ TRÉSORERIE

Un indicateur stable.

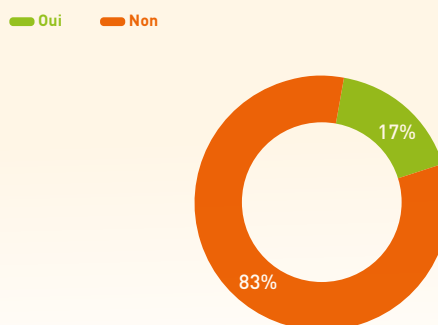
% d'entreprises déclarant une trésorerie positive



Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre entreprise ?



Envisagez-vous de réaliser des investissements au 3^e trimestre 2023 ?



ÉLECTRICITÉ

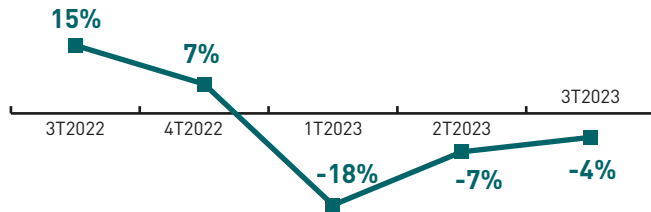
Une situation économique délicate

VISION DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Légère amélioration de l'état d'esprit général.

Évolution de la vision économique par le chef d'entreprise (Solde entre panélistes optimistes et pessimistes)

En Aquitaine

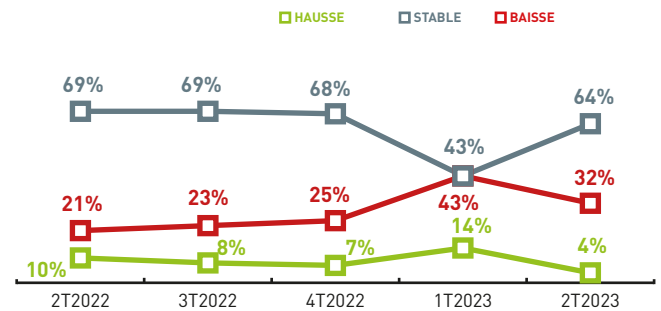


ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (2T2022 / 2T2023)

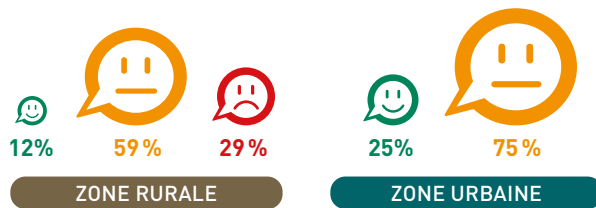
Un volume d'activité en baisse.

Évolution du chiffre d'affaires du secteur

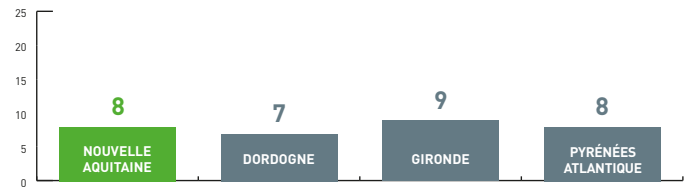
En Aquitaine



Le moral des entrepreneurs par zone



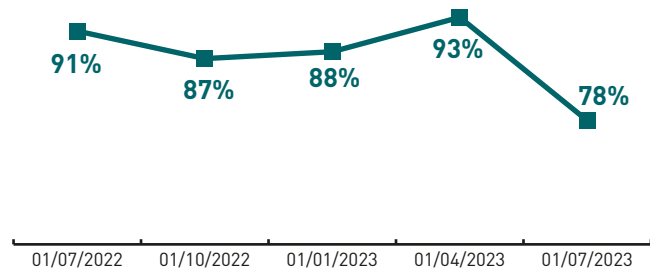
Carnet de commandes par département



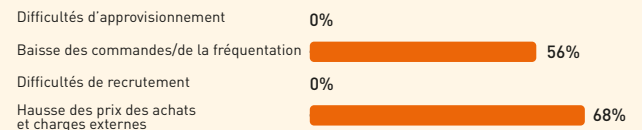
TRÉSORERIE

Baisse de l'indicateur.

% d'entreprises déclarant une trésorerie positive

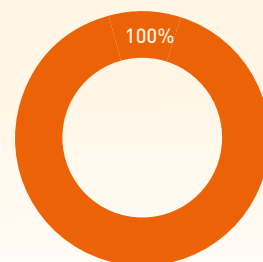


Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre entreprise ?



Envisagez-vous de réaliser des investissements au 3^e trimestre 2023 ?

Oui Non



PLOMBERIE

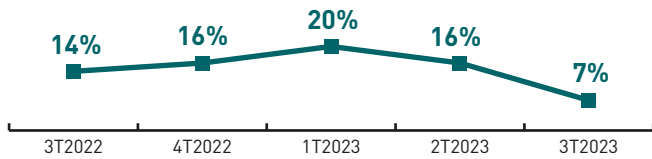
→ Une situation économique volatile

→ VISION DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Une baisse de l'optimisme.

Évolution de la vision économique par le chef d'entreprise (Solde entre panélistes optimistes et pessimistes)

En Aquitaine

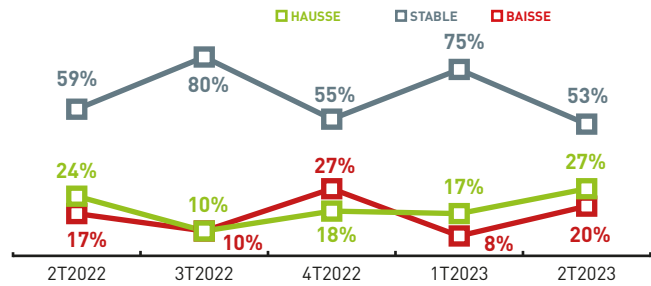


→ ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (2T2022 / 2T2023)

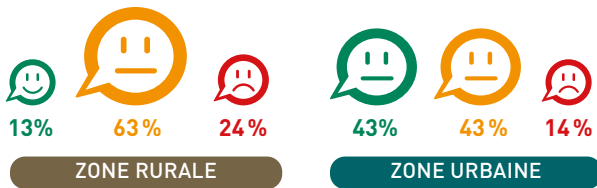
Variabilité de l'activité économique.

Évolution du chiffre d'affaires du secteur

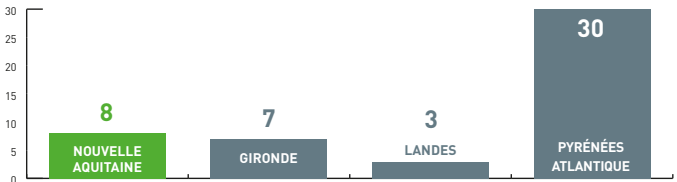
En Aquitaine



Le moral des entrepreneurs par zone



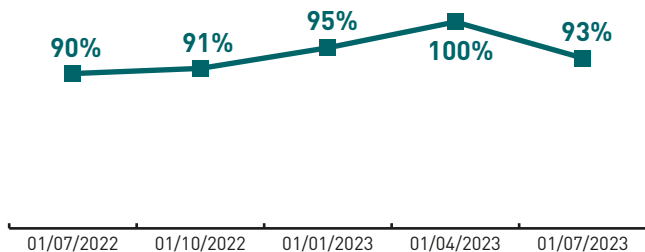
Carnet de commandes par département



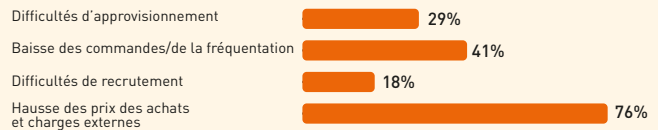
→ TRÉSORERIE

Baisse de l'indicateur.

% d'entreprises déclarant une trésorerie positive

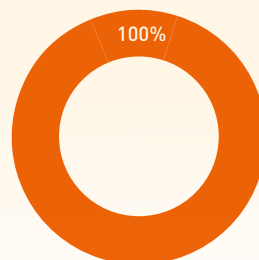


Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre entreprise ?



Envisagez-vous de réaliser des investissements au 3^e trimestre 2023 ?

— Oui — Non



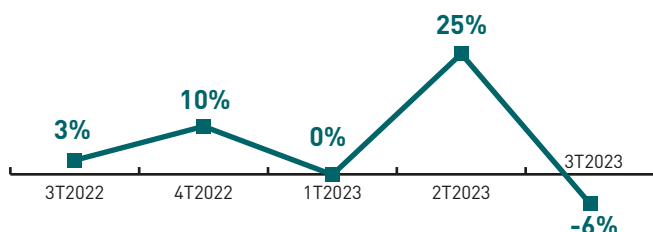
MENUISERIE

→ Une situation économique défavorable

⇒ VISION DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

L'optimisme des chefs d'entreprise en déclin.

Évolution de la vision économique par le chef d'entreprise (Solde entre panélistes optimistes et pessimistes)

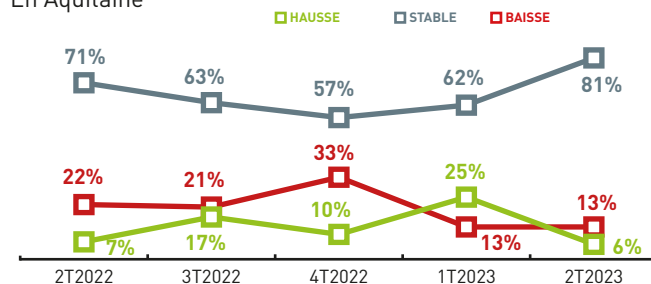


⇒ ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (2T2022 / 2T2023)

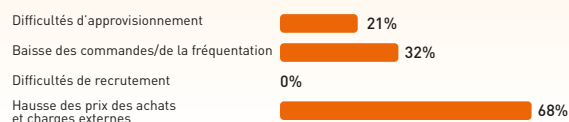
Ralentissement de l'activité.

Évolution du chiffre d'affaires du secteur

En Aquitaine

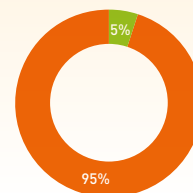


Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre entreprise ?



Envisagez-vous de réaliser des investissements au 3^e trimestre 2023 ?

Oui
Non



CARRELAGE

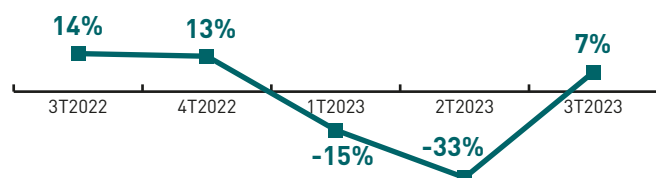
→ Une situation économique en voie d'amélioration

⇒ VISION DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Retour de l'optimisme chez les dirigeants d'entreprises.

Évolution de la vision économique par le chef d'entreprise (Solde entre panélistes optimistes et pessimistes)

En Aquitaine

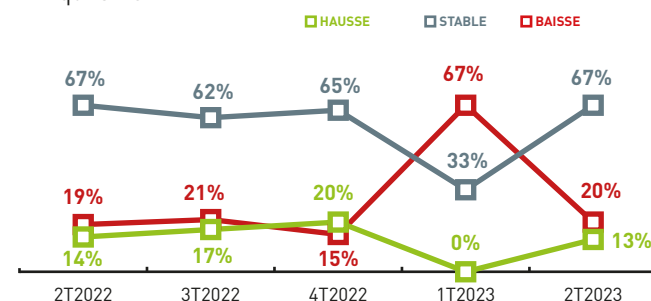


⇒ ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (2T2022 / 2T2023)

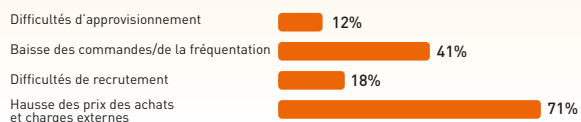
Évolution positive de l'activité économique.

Évolution du chiffre d'affaires du secteur

En Aquitaine

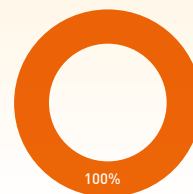


Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre entreprise ?



Envisagez-vous de réaliser des investissements au 3^e trimestre 2023 ?

Oui
Non



PLÂTRERIE

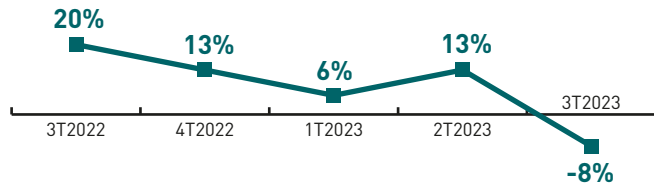
Une situation économique détériorée

VISION DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Un déclin de l'optimisme.

Évolution de la vision économique par le chef d'entreprise (Solde entre panélistes optimistes et pessimistes)

En Aquitaine

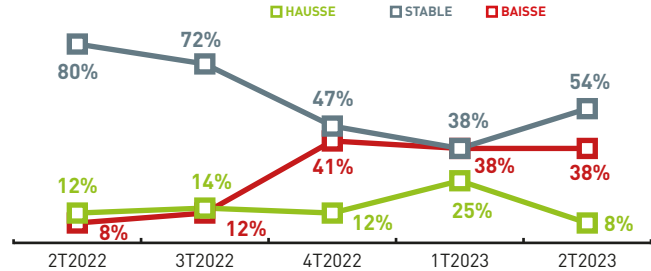


ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (2T2022 / 2T2023)

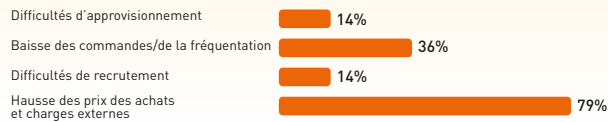
Une activité économique difficile.

Évolution du chiffre d'affaires du secteur

En Aquitaine

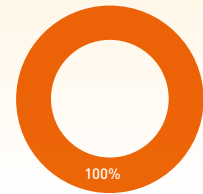


Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre entreprise ?



Envisagez-vous de réaliser des investissements au 3^e trimestre 2023 ?

Oui
Non



PEINTURE

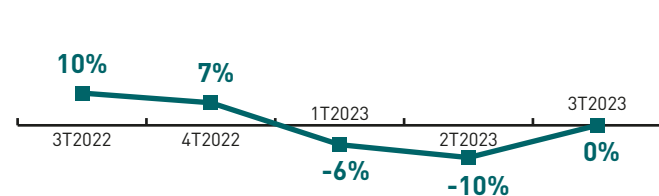
Une situation économique en cours d'amélioration

VISION DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Remontée de l'indicateur de confiance.

Évolution de la vision économique par le chef d'entreprise (Solde entre panélistes optimistes et pessimistes)

En Aquitaine

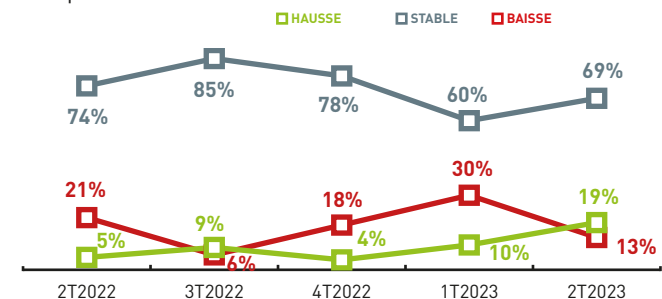


ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (2T2022 / 2T2023)

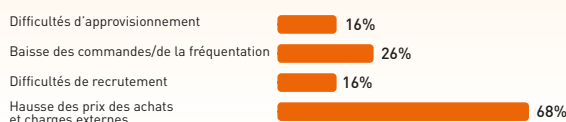
Un niveau d'activité en hausse.

Évolution du chiffre d'affaires du secteur

En Aquitaine

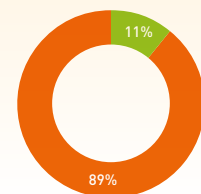


Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre entreprise ?



Envisagez-vous de réaliser des investissements au 3^e trimestre 2023 ?

Oui
Non



CONTRÔLE FISCAL : des moyens renforcés et digitalisés

En France, toute entreprise est contrôlée par le fisc périodiquement. Ainsi, en moyenne, une société est confrontée à une vérification fiscale tous les 9 ans. Quoique plutôt banal, le contrôle fiscal est souvent redouté par les dirigeants et vécu comme un événement anxiogène pour l'entreprise et a fortiori pour les TPE, qui ne sont pas toujours armées pour y faire face. Quels sont les critères de déclenchement d'un contrôle fiscal ? Comment bien s'y préparer ? Éléments de réponse dans votre Observatoire du Bâtiment alors même que Bercy a décidé cette année de renforcer encore les contrôles et d'aller vers une digitalisation croissante de la fiscalité.

En 2022, les montants mis en recouvrement après contrôle fiscal ont atteint un niveau inédit avec un total de 14,6 milliards d'euros d'impôts (droits et pénalités), dont 8,8 milliards d'euros au titre des opérations de contrôle sur place, essentiellement dans les entreprises. En matière de contrôle fiscal, les résultats ont non seulement retrouvé leur niveau d'avant crise sanitaire mais ont dépassé ceux de 2019.

La lutte contre la fraude s'amplifie

Pour parvenir à un tel bilan, l'Administration, qui a fait de la lutte contre la fraude fiscale une priorité, a considérablement fait évoluer ses méthodes. Bercy a notamment instauré le dispositif d'une « nouvelle relation de confiance » entre l'Administration et les entreprises (loi ESSOC) et propose entre autres la mise en place d'un « partenariat fiscal » ou d'un « accompagnement fiscal personnalisé ». Mais ces résultats sont aussi le fruit du recours croissant à de nouveaux outils d'exploration des données pour mieux cibler les contrôles fiscaux. Le « datamining » a ainsi permis de renouveler en profondeur les méthodes de sélection des dossiers à contrôler.

Les agents du fisc disposent donc de plus en plus de moyens d'investigation dans leur arsenal pour traquer les fraudeurs. Et le Gouvernement ne compte pas s'arrêter là. Ainsi, en mai dernier, il a annoncé un renforcement « sans précédent » des moyens de lutte contre la fraude fiscale. Même si de nombreuses mesures concernent les particuliers, en ciblant particulièrement les plus gros patrimoines, les entreprises ne sont pas épargnées puisque le Gouvernement espère tirer des entreprises trois milliards d'euros de la mise en place de la facturation électronique.

Pour autant, le ministre assure vouloir « alléger la pression sur le petit contribuable et le petit patron, en massifiant les régularisations » plutôt que d'avoir recours aux contrôles et en instaurant « une remise de pénalité automatique pour la première erreur ».

Éléments déclencheurs, process et risques

La pression est en effet bien réelle sur les dirigeants car le contrôle fiscal est loin d'être anodin dans la vie d'une entreprise. Pour s'y préparer au mieux, il convient de l'anticiper et de connaître les éléments déclencheurs.

Il faut tout d'abord savoir que la Direction générale des finances publiques se repose sur son propre système d'alerte et peut décider de contrôler une entreprise lorsque celle-ci ne présente pas de déclaration, dépose ses déclarations tardivement, ou par exemple quand des négligences ont été précédemment constatées. Par ailleurs, la digitalisation de la fiscalité apporte d'autres leviers de déclenchement des contrôles fiscaux. Enfin, plus rarement, ils peuvent intervenir suite à un acte de délation.

Lorsqu'un contrôle fiscal a lieu, le dirigeant est informé par recommandé, soit par un avis de vérification si le contrôle fiscal se déroule au siège de l'entreprise, soit par un avis d'examen de comptabilité, si la vérification fiscale a lieu à distance dans les bureaux de l'administration fiscale. Les entreprises doivent alors justifier de la bonne tenue de leurs comptes et des paiements fiscaux dus, pouvant courir jusqu'à 3 ans d'activité antérieure à la date de la vérification fiscale.

Il est fréquent que lorsque des irrégularités sont constatées lors d'un contrôle, mais qu'elles sont involontaires et que l'entreprise paraît être de bonne foi, l'administration propose une rectification sous un délai de 30 jours, afin que l'entreprise partage ses observations et, par exemple, invoque le « droit à l'erreur ». Il est très rare qu'elle soit confrontée à des poursuites pénales. Cependant, des sanctions pécuniaires dites « administratives » sont souvent observées.

Anticiper et bien se préparer

Le contrôle fiscal juge de la sincérité des comptes face aux obligations fiscales qui incombent à la société. L'archivage soigné, avec les justificatifs relatifs à la comptabilité, minimise la complexité du contrôle fiscal le jour J.

Afin de limiter les risques, l'Examen de conformité fiscale (lire encadré) constitue une opportunité de sécuriser la comptabilité et de s'assurer de sa conformité fiscale ou d'identifier les corrections permettant d'y parvenir en amont de tout contrôle. En suivant les recommandations formulées par son auditeur, l'entreprise ne pourra pas se voir réclamer de pénalités ou d'intérêts de retard sur les points validés par ce dernier.

L'ECF : un gage de sécurité fiscale et juridique

> En quoi consiste l'ECF ?

Eric Stephant : directeur du Cecogeb : « Il s'agit d'un nouvel outil mis en place par l'Administration fiscale qui permet aux entreprises de bénéficier d'une prestation contractuelle renforçant leur sécurité juridique et fiscale. Il est accessible à toutes les entreprises exerçant une activité professionnelle sous forme individuelle ou en société et quel que soit son régime d'imposition et son chiffre d'affaires ».

> Est-ce une obligation pour l'entreprise ?

« Non c'est une démarche facultative et volontaire. Mais c'est un atout pour l'entreprise notamment en matière d'accompagnement vers la facturation électronique et un moyen de l'impliquer de manière pédagogique dans son organisation et dans l'appréciation de sa situation fiscale. C'est aussi l'occasion de créer du lien. Compte tenu de sa pertinence, je pense qu'on devrait rendre ce dispositif plus incitatif ».

> Comment faire l'ECF et avec qui ?

« L'entreprise qui souhaite réaliser l'ECF doit conclure un contrat avec un prestataire (centres de gestion agréés, expert comptable, commissaire aux comptes). Le bon interlocuteur doit faire preuve de neutralité et d'impartialité et s'inscrire dans une relation de confiance. Il faut éviter les dérives vers des pratiques à vocation commerciale au détriment de l'intérêt général de l'entreprise. Et en ce sens, les centres de gestion agréés sont des partenaires privilégiés de l'entreprise en s'inscrivant dans une relation de confiance et en intégrant la réalisation de l'ECF dans la cotisation annuelle ».

Organismes de gestion ayant participé ce trimestre à la collecte des informations



OMEGA² (Pyrénées-Atlantiques - Landes)

• 49 avenue Trespoey
CS19137 - 64052 Pau Cedex 9
Tél. 05 58 30 85 60
• 50 rue Denis Papin - BP 7
40991 Saint-Paul-lès-Dax Cedex
Mail : contact@omega2.fr
Site : www.omega2.fr



CEGAL (Gironde)

66 rue Jules FAVRE
33500 Libourne
Tél. 05 57 51 99 61
Mail : cegal33@wanadoo.fr
Site : www.cegal.info



CECOGEB (Gironde)

21 rue Esmangard - CS 62036
33088 Bordeaux Cedex
Tél. 05 57 14 27 10
Mail : infos@cecogeb.fr
Site : www.cecogeb.fr



CEGECOB (Pyrénées-Atlantiques)

10 allée des Bois de Florence
CS 20334 - 64603 Anglet Cedex
Tél. 05 59 03 25 25
Mail : contact@cegecoba.com
Site : www.cegecoba.com